

La Vie des Cercles

CERCLE ZIMMERWALD

Séance du dimanche 22 mai

— *Marceau Pivert* présente tout d'abord l'article de « Labour Action » sur les dessous de la conférence de Yalta (dont le résumé est publié ci-après).

— *Chambelland* exprime quelques remarques sur le récent livre d'*André Marty*.

— *Ruffin* nous donne la liste des premiers livres de la bibliothèque internationaliste et invite les camarades à la grossir et à « passer commande », soit aux réunions du cercle, soit le jeudi, de 19 h. à 20 h., chez lui, 25, rue du Simplon (18^e) (métro : Porte Clignancourt).

— Puis vient l'exposé de *Chéramy* : « Cinq semaines aux Indes ». La causerie — résumée plus

loin — fut suivie, comme d'habitude, d'une discussion.

Croze nous donna brièvement ses impressions sur le *Pakistan* qu'il a visité de Karachi à Lahore, le long de la vallée de l'Indus. L'impression de misère est la même qu'en Inde brahmaniste avec, en plus, le poids des camps de réfugiés, de la religion musulmane et d'un jeune Etat sectaire et policier, où l'industrie du jute (dirigée auparavant par des Indiens) repart péniblement sous capitaux britanniques.

Divers problèmes furent abordés par les camarades présents : celui du spectaculaire mais peu efficace « don des terres », celui des partis politiques indiens et du jeune mouvement syndical naissant, celui de la vieille situation tragique des *Intouchables*...

Prochaine réunion :

Dimanche 26 juin, à 15 heures

78, rue de l'Université

« IMPRESSIONS SUR LA CONFERENCE

DE BANDOENG »

par Jean ROUS

DERRIERE YALTA :

La vérité sur la guerre

par HAL DRAPER

Un numéro spécial de *Labour Action*, publication hebdomadaire de l'« Independent Socialist League » américaine (114 West 14 street, New-York 11, N. Y.), est consacré au matériel contenu dans les accords de Yalta et aux témoignages directs publiés sur cette conférence.

Toutes les citations sont tirées des accords de Yalta, publiés par la presse américaine, en particulier dans le *New York Times*.

Les principaux ouvrages consultés ont été :

Robert Sherwood : *Roosevelt et Hopkins* (1948) ;

Winston Churchill : *La seconde guerre mondiale*,

Vol. 6, Triomphe et Tragédie (1953) ;

William D. Leahy : *J'étais là* (1950) ;

James F. Byrnes : *En parlant franchement*

(1947) ;

Edw. Stettinius : *Roosevelt et les Russes* (1940) ;

Jan Ciechanowski : *Défaite dans la victoire* (1947).

SIGNIFICATION DE YALTA

Toute l'orientation politique des alliés dans la guerre est mise en lumière par la conférence de Yalta ; c'est là, à Yalta, en février 1945, alors que la victoire militaire est en vue, et, avec elle, aussi, tous les problèmes d'après guerre, et en particulier la division du monde en deux blocs, c'est là que se révèlent les buts précis des grandes puissances impérialistes, au cours de quelques jours d'intense discussion et de marchandage continu.

« Nous vivons en ce moment les jours les plus importants de toute notre vie », affirma Churchill.

Pour les troglodytes de l'extrême droite réactionnaire, les coupables sont Roosevelt et son entourage de traîtres, car ils ne peuvent expliquer les choses qu'en termes d'accusations personnelles, comme n'importe qui du niveau mental de Mac Carthy, ou n'importe quel idiot peut le faire. Mais les libéraux eux-mêmes, les amis de Roosevelt ne peuvent trouver d'explication que dans la mauvaise foi des Russes, qui ont trahi leurs engagements.

Une analyse plus sérieuse montre, en fait, trois puissances impérialistes mondiales provisoirement alliées contre l'Axe, et qui, au cours de leur alliance se demandent constamment : « Qui va recevoir ? Et quoi ? »

En particulier, l'antagonisme le plus intense n'apparaît pas, à Yalta, entre l'Ouest et l'Est, mais entre les U.S.A. et la Grande-Bretagne. Il est nécessaire de remonter à cette source pour comprendre la situation actuelle, c'est-à-dire dans quelle mesure est née à Yalta la guerre froide et l'opposition entre le capitalisme et le stalinisme.

La conférence de Yalta a réglé une sorte de compétition impérialiste, mais pour donner naissance à une autre compétition du même type.

1. — LE MOT INDECENT

Le mot « impérialiste » est considéré comme un mot indécent. Voyons pourtant comment se présentent des impérialistes, comment ils parlent. Qu'est-ce qui caractérise une mentalité impérialiste ? En dernière analyse, c'est l'habitude de penser en termes de pouvoir des grandes puissances sur

les petites nations et sur les peuples non belligérants. Inutile d'aller chercher dans les racines économiques l'explication de cette mentalité : il n'y a qu'à regarder et à écouter les trois principaux acteurs du drame de Yalta.

Quelques exemples :

Le Club fermé : « L'entrée du club exige au moins 5 millions de soldats de cotisation », dit Churchill. (Byr.)

Et il paraît (mais c'est peut-être une histoire inventée ?) que Staline, parlant du pape, aurait demandé : « Combien de divisions apporte-t-il ? »

S'il ne l'a pas dit pour le pape, il a dit, pour la France : « En ce moment, la France n'a que 8 divisions en guerre, alors que Tito en a 12 et Lublin 13 ! »

La notion de « club fermé » a été employée par Churchill contre de Gaulle.

L'Aigle s'en moque

« Il serait ridicule, dit Staline, que l'Albanie ait une voix comme une grande puissance ». Les grandes puissances, qui ont versé leur sang pour libérer les petites, n'ont pas à tenir compte des « droits de celles-ci ». Sans doute les Trois Grands protégeront les droits des petites puissances, mais cela ne veut pas dire que l'une quelconque des trois grandes puissances soit obligée de se soumettre au jugement des petites...

Roosevelt : « Ce sont en effet les trois grandes puissances représentées ici qui porteront la responsabilité la plus grande pour la sauvegarde de la paix. »

Et Churchill : « L'aigle peut bien laisser les petits oiseaux chanter ; il se moque de ce qu'ils chantent. »

Au nom de ce principe, Staline demanda l'invasion de la Suisse pour tourner la ligne Siegfried...

La question qui se posait alors était de savoir si les Trois Grands régneraient ensemble, ou si l'un seulement d'entre eux dominerait.

C'est la faute des petites nations

Staline se plaint à Harry Hopkins : « Après deux guerres mondiales qui ont commencé par la faute des petites nations (quel marxiste que ce Staline !) il y a une tendance parmi celles-ci à créer des difficultés entre les grandes... Je suis disposé à le leur dire en face » (Sh.).

Les animaux pervers

Staline (6^e séance) : « Les Polonais sont toujours querelleurs. »

Roosevelt : « Oui, et pas seulement chez eux, mais aussi à l'extérieur ; il y a aux U.S.A. 6 millions de Polonais qui désirent avoir des assurances au sujet des élections libres en Pologne. »

Churchill : « Je ne m'intéresse pas particulièrement aux Polonais, moi-même. » (Dans ses Mémoires, il met dans la bouche de son ami Roosevelt cette phrase : « La Pologne a été une cause de trouble pendant cinq cents ans »). (En effet, quelle perversité chez ce peuple : trois fois, cette nation a été démembrée et partagée entre trois autres « Grands », Russie, Autriche, Allemagne, qui étaient alors les maîtres de l'Europe ; vous voyez ces trouble-fête ? Et voici qu'après chaque partage, ce peuple polonais n'a jamais cessé de combattre les puissances occupantes. Pendant la deuxième guerre mondiale, la Pologne fut le seul pays où les occupants nazis n'ont pu trouver un seul Quisling ! Pas un instant ne s'est affaibli le mouvement de résistance souterraine le plus puissant, le plus courageux... Oui, décidément, quel « peuple pervers et querelleur »... On comprend la réflexion de Harry Hopkins (en juin 1945) à l'ambassadeur de Pologne aux U.S.A., qui se plaignait amèrement des marchandages si malhonnêtes à l'égard de son pays : « Après tout, qu'est-ce que cela peut faire ? Les

Polonais sont comme les Irlandais, ils ne sont jamais contents de rien. » (Cie.).

Curieuse comparaison, et bien éloquente, car Engels l'a déjà faite, mais avec un sentiment totalement opposé, d'admiration sans réserve pour les luttes de ces deux peuples en défense de leur indépendance nationale...

Jamais, jamais, jamais

A la même séance, il fut question de placer sous condominium (trusteeship) certains territoires coloniaux ; Churchill explose :

« Après ce que nous avons fait dans cette guerre, nous ne permettrons jamais qu'on touche à une seule parcelle de l'Empire britannique. Je n'accepterai pas qu'un seul délégué britannique à n'importe quelle conférence soit mis en posture de se défendre ; jamais, jamais, jamais ; chaque pouce du territoire britannique sur lequel flotte notre drapeau est, hors de question ». (Matthews).

Stettinius le rassura : il s'agissait des autres, du Japon par exemple...

La Charte de l'Atlantique

Le texte relatif aux territoires libérés en Europe se réfère à la Charte atlantique et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes...

Churchill : « Il est bien entendu que cela ne s'applique pas à l'Empire britannique ». Mais, devant la chambre des Communes, Churchill affirma que la Charte de l'Atlantique était déjà appliquée dans l'Empire britannique. Puis il envoya son discours à Wendell Wilkie (le concurrent républicain de Roosevelt).

« Est-ce cela qui l'a tué ? » raille Roosevelt (Wilkie venait de mourir subitement). Les notes de séances portent : *Rires*.

En avril 1944, Emery Reves note ironiquement (NYT) : « Au cours des récents mois, on nous a dit que la Charte de l'Atlantique ne s'appliquerait pas à l'Inde, ni à l'Allemagne, ni à la Pologne, ni aux pays baltes, ni au Pacifique... Quel étrange remède celui qu'on ne peut pas donner aux malades, mais qu'on réserve seulement à ceux qui sont bien portants ! »

Churchill précise d'ailleurs (Vol. 6, p. 344) : « La Charte atlantique n'existe pas ; tout le monde le sait... ce n'est pas une loi, mais... une étoile. »

Et nous savons, hélas ! combien les étoiles sont inaccessibles.

Troc amical

Staline réclame trois sièges permanents à l'O.N.U. Churchill se déclare d'accord.

Puis il écrit à Attlee (Vol. 6, p. 314) : « Ainsi, nous serons en meilleure position pour d'autres votes ». (Donnant, donnant).

Mais l'opinion américaine était travaillée dans le sens d'une représentation égalitaire : une voix par pays, grand ou petit. Comment justifier trois voix pour la Russie ? Sherwood l'explique (p. 877) :

« Les U.S.A. pourront compter sur les votes de Cuba ou des Philippines aussi sûrement que la Grande-Bretagne sur celles de ses Dominions, et que la Russie sur celles de l'Ukraine et de la Russie-Blanche ».

C'est assez dire que la domination par les dollars équivalait à la domination par le knout stalinien.

Des démocrates assoiffés de sang

On peut comprendre le processus de déshumanisation du soldat plongé dans le sang et la violence, vivant chaque jour dans la saleté, dans le fumier des massacres... Cependant, l'histoire américaine a toujours présenté, à côté de ce genre d'adaptation aux hécatombes et à la mort, l'image d'un idéal opposé : c'est par exemple Abraham Lincoln, dirigeant la guerre civile, mais manifestant sa compassion aussi bien pour les massacreurs que pour les massacrés...

A Yalta, ce fut le deuxième acte : Téhéran avait été le premier. Voici ce que Roosevelt déclara à Mikolajczyk, en juin 1944 (Cie.) :

« ...Quand Staline proposa soudain un toast à la mort d'au moins 50.000 officiers allemands, je me levai immédiatement en déclarant qu'il s'agissait des officiers militaristes, des Junkers ; Churchill ne saisit pas le sens badin du toast : il le prit au sérieux et déclara que la Grande-Bretagne n'admettrait jamais le massacre des prisonniers de guerre ; Staline fut visiblement choqué ; je fis un signe fâché à Churchill ; l'atmosphère devint glaciale. (Churchill raconte la scène en indiquant qu'il se leva et marcha autour de la table). Alors je tentai de sauver la situation en proposant, en riant, un « amendement » au toast de Staline : on lèverait son verre à la mort, sur le champ de bataille, de quarante-neuf mille officiers allemands. »

D'après Roosevelt, Churchill avait gardé une mentalité britannique du XIX^e siècle, pour affronter de tels incidents.

On peut ajouter aujourd'hui que Roosevelt faisait son toast alors qu'on connaissait déjà depuis un an le massacre de Katyn : tous les officiers polonais avaient été assassinés froidement, afin que la résistance organisée du peuple polonais soit rendue impossible. Ce n'était pas là de la « propagande nazie », mais la vérité.

La conversation, à Yalta, revint au toast de Téhéran : Staline était enragé contre les Allemands : « Ce sont des sauvages ». Et Roosevelt lui fit entrevoir que ce serait « un plaisant spectacle lorsque Berlin serait en ruine et que peut-être on trouverait le cadavre de Hitler ». (Sh., p. 912).

Pour atténuer les « différences psychologiques » entre Staline et lui, Roosevelt faisait donc effort pour parler son langage.

Transferts de populations

Churchill : « L'opinion publique britannique serait choquée par le transfert de populations allemandes nombreuses pour amener la frontière polonaise profondément en territoire allemand vers l'Ouest... Personnellement cela ne me choquerait pas... »

Staline : « Il n'y aura pas d'Allemands là où nos troupes auront passé, car lorsque nos soldats s'avancent, les Allemands partent... »

Churchill : « Alors, il y a le problème de savoir comment traiter les réfugiés. Nous en avons tué 6 ou 7 millions et nous en tuons encore probablement un million avant la fin de la guerre... »

Staline : « Un ou deux ? »

Churchill : « Oh ! je ne propose pas de limite : je dis seulement qu'il y aura de la place en Allemagne pour combler ces vides ».

La méthode de manipulation des problèmes démographiques mise ici en évidence devra être retenue par les experts à l'âge de la bombe H.

Qu'est-ce que c'est que l'opinion publique ?

Au dîner du 5 février, il fut question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Vichinsky : « Le peuple américain doit apprendre à obéir à ses leaders ».

Churchill : « Bien qu'on me représente comme un réactionnaire, je suis le seul leader, ici, qui puisse être renversé du jour au lendemain par un vote démocratique, et je m'en fais gloire ».

En octobre, auparavant, à Moscou, Churchill avait échangé la Grèce contre la Pologne ; mais il y avait alors les représentants des deux gouvernements polonais, celui de Londres et celui de Lublin.

Puis, en séance privée, Churchill essaya de faire accepter son marchandage par Mikolajczyk, Romer et Grabski : « Il n'y a pas d'autre alternative ».

« Impossible », répondent les Polonais. « Aucune opinion publique n'acceptera cela en Pologne ».

Churchill, ironique : « Alors, il ne restera plus à la Pologne qu'à déclarer la guerre à la Russie après avoir été privée du soutien des grandes puissances : et après tout, qu'est-ce que c'est que l'opinion publique ? » (Cie. p. 335).

Staline avait encore plus de méfiance pour cet argument de « l'opinion publique » qu'il considérait comme un stratagème (Sh., p. 861). Mais pourquoi ne l'utiliserait-il pas, lui aussi ? Lorsque Churchill, pour le sonder, lui demanda s'il ne consentirait pas à laisser hors du territoire polonais la province de Lvov, à l'intérieur de la ligne Curzon, Staline sauta : « Comment ? mais c'est Clemenceau et Curzon qui ont tracé la frontière. Est-ce que nous devrions être moins Russes que Clemenceau ? Comment pourrais-je retourner à Moscou et avouer que nous avons été des défenseurs des intérêts russes moins sûrs que Clemenceau et Curzon ? »...

Il invoqua encore le même argument lorsqu'il s'est agi du Japon ou des pays baltes. Tout de même, ses partenaires démocratiques finirent par lui faire observer que les décisions politiques sont plus faciles à prendre lorsqu'on n'a à en référer qu'à un parti unique.

« Oui, reconnut Staline, l'expérience montre que le parti unique est une grande facilité pour le leader d'un Etat » (10-2).

La succession du Romanoff

Le 8 février, ces esclaves de l'« opinion publique » attribuèrent des morceaux du territoire chinois à Staline en échange de sa promesse d'entrée en guerre contre le Japon. On devait en aviser Chiang Kai-shek plus tard. C'est Staline qui proposa la formule de justification :

« Au nom des anciens droits de la Russie, droits qui ont été traitreusement violés par l'attaque du Japon en 1904 ».

Il réclama ouvertement le chemin de fer chinois « parce que les tsars l'ont utilisé ».

Après quoi, il y a encore des « théoriciens » qui prétendent que le terme « impérialiste », appliqué à la Russie, n'est pas un terme approprié...

2. — LE SORT DE L'ALLEMAGNE

Officiellement, la guerre devait être une guerre contre la barbarie nazie, contre l'agression, contre le fascisme, contre les ennemis de la civilisation et de l'humanité. Là-dessus les Trois Grands étaient d'accord. Mais leurs buts de guerre véritables apparaissent sous une lumière crue lorsqu'il s'agit de déterminer le destin de l'Allemagne : on s'aperçoit alors qu'il s'agit surtout de rivalités impérialistes.

En premier lieu l'un des complices Staline avait par son alliance avec Hitler permis le déclenchement de la guerre. Puis la main dans la main avec les nazis, il avait ravagé la Pologne et la Finlande. A Yalta, personne n'osait évoquer ces fâcheux souvenirs. Staline s'en chargea. Qu'importait, puisqu'il était passé du côté de la civilisation... Pour le remercier, Roosevelt et Churchill proposent des travailleurs allemands comme esclaves au service des Russes : ce serait un moyen de régler les réparations. Staline demeure réticent devant cette proposition de « main-d'œuvre ».

Churchill : « Notre objectif est d'empêcher que l'Allemagne soit livrée à la famine en aidant la Russie à recevoir toute la main-d'œuvre dont elle a besoin, et c'est aussi d'aider les Anglais à exporter tout ce qu'ils pourront vers les anciens marchés allemands ». Les Russes ne s'empressèrent pas d'accepter ; mais Leahy explique qu'ils avaient déjà des milliers de prisonniers travaillant dans leurs camps. Ils n'avaient pas attendu la permission. Puis, ils craignaient que les redditions de troupes allemandes ne se fassent plutôt vers l'Ouest.

(En mai 1945, Staline remercia Roosevelt de lui avoir fait « passer » 135.000 prisonniers allemands qui s'étaient rendus aux Américains).

L'objectif de Roosevelt et de Churchill en insistant sur la main-d'œuvre allemande offerte aux Russes, c'était de diminuer autant que possible les revendications de ceux-ci sur l'économie allemande elle-même : on exporterait les esclaves, on garderait le capital...

Démembrement

Défendre la démocratie, est-ce que cela exigeait le démembrement de l'Allemagne ? C'est pourtant la question qui fut traitée à Yalta, et on ne la comprendrait pas si l'on s'en tenait aux justifications officielles de la guerre. Ce démembrement avait été décidé en principe à Téhéran. Mais à Yalta, on entra dans les détails : « Nous avons affaire à un peuple de 80 millions, et cela mérite qu'on y consacre plus de 80 minutes », dit Churchill. Il proposa un découpage en cinq ou sept Etats, comme Roosevelt, et Staline était d'accord. (Deux mois avant Yalta, Churchill avait envisagé de donner quelques morceaux d'Allemagne à la France).

Le 7 février, Eden confirme que l'Allemagne doit être décomposée en Etats particuliers. Mais en mai 1945, on est déjà moins enthousiaste de cette idée. Staline déclarait à Hopkins que la question avait été enterrée à Yalta. C'était faux, et Hopkins protesta. Mais on comprend qu'il s'agissait pour lui de savoir par quelle méthode il « absorberait » le plus grand territoire possible. Pendant ce temps, aux U.S.A., Morgenthau, secrétaire d'Etat aux Finances, établissait son fameux plan de « désindustrialisation » de l'Allemagne pour la reconvertir en pays agricole !

Churchill s'opposa violemment à ce plan, puis s'intéressa aux possibilités pour la Grande-Bretagne « d'acquérir une partie du marché du fer et de l'acier allemands, et d'éliminer ainsi un dangereux compétiteur ». (Matt.).

Quant aux Russes, ils arrivent à Yalta sans hésitation avec un plan complet de pillage de l'économie allemande au titre de réparations.

Capitalisme et réparations

Malisky réclame froidement 10 milliards de dollars à prélever sur la richesse allemande, en plus du milliard de dollars annuel, pendant dix ans, à livrer en nature : 80 % de toute l'industrie lourde allemande ; 100 % de toutes les industries spécialisées dans la production de guerre (aviation, pétrole synthétique, etc.).

« Pourquoi ne prendriez-vous pas, de votre côté, dit Staline à Roosevelt, puisque vous n'avez pas besoin de machines-outils, des matières premières et des participations dans les propriétés allemandes ? »

Roosevelt fut d'accord avec ces vues.

Mais Churchill, sans s'y opposer ouvertement, fit valoir « quelques difficultés ». Ici, nous sommes au cœur du mécanisme d'une guerre impérialiste : les deux Occidentaux sont d'accord pour livrer à Staline les troupes d'esclaves. Mais dès qu'il s'agit de démanteler l'économie de leur ennemi, ils se trouvent saisis de scrupules : « L'Allemagne ne pourra pas payer », objecte Churchill. « Si on la prive de son capital, elle ne pourra pas payer la facture ». Churchill voyait alors l'après-guerre assez inconfortable pour son pays, entre les deux colosses russe et américain ; la seule espérance pour lui restait de monter à califourchon sur l'Europe : délicat problème d'équilibre à résoudre de manière à n'être pas trop pauvre, pour ne pas trop dépendre du riche oncle Sam, et cependant ne pas laisser mettre en cause le régime capitaliste. Churchill rappela : « Nous avons prêté beaucoup plus à l'Allemagne que nous n'avons reçu d'elle, lors de la première guerre, pour la remonter, il ne faudra pas

recommencer cela... » « Nous avons pris à l'Allemagne quelques transatlantiques... Elle en a profité pour en construire de plus modernes ». « Je ne tiens pas à recommencer cette expérience ». Quant aux experts américains, ils ont mis en évidence l'un des aspects inattendus des « réparations » : « Le courant d'exportations allemandes au titre de réparations a permis à l'Allemagne de s'installer sur les marchés des pays demandeurs ». De ce point de vue, Churchill et Roosevelt n'avaient aucune objection à faire au stalinisme russe, qui n'entraînait pas en compétition avec leur système d'exploitation parce que c'était un autre système d'exploitation.

Ainsi l'avenir de l'Allemagne devait rapidement se disputer entre les deux systèmes qui se sont en effet opposés ensuite dans la guerre froide : l'un visant à la restauration du capitalisme allemand, c'est-à-dire des mêmes classes, des mêmes milieux militaristes, et même fascistes, qui avaient poussé Hitler à la guerre. Et l'autre, le système bureaucratique totalitaire, visant à remplacer la classe capitaliste allemande affaiblie par sa propre domination de caste despotique...

La solidarité entre les deux systèmes, à l'origine, et pour un délai assez court, était donc faite d'une commune confiance, entre partenaires, qu'on serait d'accord pour écraser toute tentative de véritable révolution prolétarienne...

3. — LA GUERRE SECRETE

Ainsi Yalta permet de pénétrer dans les intentions véritables des classes dirigeantes ; mais peut-on y trouver aussi une explication de la controverse actuelle qui agite l'opinion américaine ? Est-ce que Roosevelt a réellement « capitulé » devant Staline ? Les libéraux et les réactionnaires américains discutent à partir d'une base fautive à ce sujet : Comment s'y prendre avec la Russie ? Ce n'est pas la question ; et on ne comprend rien à Yalta si on ne part pas du postulat de l'antagonisme fondamental entre les deux impérialismes britannique et américain ; c'est seulement à partir de ce postulat qu'on peut comprendre l'attitude à l'égard des Russes. Sherwood (p. 836) : « A la veille de Yalta, la Grande Alliance marque des signes de dislocation ; la rupture n'apparaît pas, à ce moment, entre l'U.R.S.S. et les puissances occidentales, mais entre les U.S.A. et la Grande-Bretagne. »

Position américaine

A la fin de la première guerre mondiale, les U.S.A. deviennent une puissance créditrice universelle, ayant le sentiment de sa puissance croissante, alors que l'Empire britannique est en déclin et que la Révolution russe donne un coup de fouet aux revendications des peuples coloniaux. La puissance économique américaine prend alors le relai des forces purement militaires et colonialistes qui caractérisaient l'impérialisme britannique. La politique de la « porte ouverte » est exigée par Washington, contre les réticences et restrictions protectrices de Londres et de Paris. De là résulte l'antagonisme entre les deux impérialismes ; ce genre de guerre, aussi, se poursuivait pendant la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui, la Grande-Bretagne « connaît sa place », et un règlement temporaire a eu lieu ; mais aux quatre coins de la planète, et jusqu'en Australie, qui reste cependant formellement au Commonwealth, l'impérialisme américain a installé ses points d'appui : en Arabie séoudite, pour le pétrole ; en Asie du Sud-Est aussi ; en Guyane, pour la bauxite ; en Argentine et dans les autres pays de l'Amérique du Sud, pour les marchés, pour des bases aux

Bermudes et autres îles britanniques atlantiques, aux Indes et en Malaisie ; à Hong-Kong et à Singapour ; en Iran. Et cela concerne aussi l'impérialisme français : en Indochine, à Madagascar, à la Martinique. La marine américaine a remplacé la marine marchande britannique comme puissance dominante. Mais la Grande-Bretagne pourrait peut-être rester puissance dominante sur le continent européen ? Non, même dans ce secteur que s'était réservé l'impérialisme britannique, les U.S.A. sont présents.

La question du « Second Front »

En octobre 1943, à Moscou, H. Hopkins constate que le « front uni » des deux alliés occidentaux n'a pas fonctionné en face des Russes, « la Grande-Bretagne essaya de régler les problèmes européens en dehors des U.S.A. » (Cie. p. 229-30).

Les Russes demandaient un second front en Europe occidentale, et Churchill était partisan de l'invasion « au-dessous de la ceinture » (par le Sud-Est méditerranéen). Ce n'était pas une question technique, mais politique : qui allait dominer l'Europe libérée ? Les U.S.A. jouèrent le jeu russe contre Churchill : ils craignaient plus la domination par Churchill que la domination par les Russes. Voilà le fait essentiel qui est mis en évidence par Yalta (cf. le livre de W. Wilkie : « One World 1943 »). « La Russie doit être utilisée par les U.S.A. comme contre-poids pour limiter les prétentions britanniques : celles-ci sont exorbitantes ; les Russes n'ont pas assez ».

Bataille pour l'Europe

En Belgique, en Italie, en Grèce, pour maintenir son influence, la Grande-Bretagne poussait les forces les plus réactionnaires. Elle soutenait le gouvernement Pierlot, représentant le grand capitalisme collaborateur, avec la Société générale de Belgique, en intervenant avec ses troupes contre les démonstrations populaires. En Italie, elle oblige Sforza à démissionner parce qu'il ne veut pas se prêter à la restauration du pouvoir du roi Victor-Emmanuel III, complice du fascisme. En Grèce, elle écrase le mouvement de libération nationale, avant l'arrivée des Russes, et impose le roi George et son quisling Papandreu.

Les Américains relèvent le défi : Stettinius déclare qu'il est en désaccord avec ce genre de restauration. Churchill câble des télégrammes indignés à Roosevelt. En 1944, la pression économique et financière des U.S.A. sur la Grande-Bretagne (article VII des accords de prêt-bail) s'exerce ouvertement. En octobre, avant Yalta, Churchill et Staline se rencontrent à Moscou pour se partager l'Europe. Cinq jours avant, Roosevelt câble à Staline : « Il est bien entendu que dans cette guerre globale il n'y a littéralement aucune question, ni militaire ni politique, dans laquelle les U.S.A. n'auraient aucun intérêt ». Ce qui signifie très clairement que les U.S.A. sont maintenant une puissance impérialiste mondiale et qu'ils ne reconnaissent aucun marchandage de ses deux alliés : tout devra passer par l'O.N.U., où naturellement les U.S.A. entendent avoir la haute main.

Comité électoral à Malte

Mais Churchill avait besoin de s'appuyer sur les U.S.A. pour « contrer » Staline ; il provoque donc une réunion préparatoire avec Roosevelt à Malte : « J'insiste, car il se pourrait très bien, au point où nous en sommes, que la fin de cette guerre se révèle encore plus décevante que la précédente » (8 janvier). Roosevelt envoya ses chefs d'état-major et, voulant éviter de donner à Staline l'impression de « préparer des combines » avec Churchill, il ne passa qu'à la dernière minute à Malte. « Les chefs d'état-major réunis à Malte

ont eu les plus violents désaccords et disputes de toute la guerre » (Sh., p. 848).

En fait, Leahy permet de comprendre qu'il s'agissait pour Churchill d'empêcher les Russes de dominer le continent européen. Mais la conduite de Roosevelt s'explique par une stratégie politique mondiale beaucoup plus générale.

4. — GENTILLESSE ET MONARQUES

L'attitude des alliés à l'égard de la France ne peut se comprendre que dans le cadre de l'antagonisme entre les U.S.A. et la Grande-Bretagne.

La Grande-Bretagne avait pris de Gaulle sous sa protection dès le début. Jusqu'en 1944, Roosevelt ne connaît de Gaulle que comme un simple auxiliaire des armées britanniques. Pour lui faire contre-poids, il utilise les collaborateurs de Pétain, des pro-fascistes, Giraud, Darlan. Eisenhower reconnaît (p. 136) que Roosevelt doutait de la possibilité pour la France de retrouver jamais son ancienne position internationale. « En conséquence, il se préoccupait de contrôler certains points stratégiques de l'Empire français que ce pays ne pourrait plus tenir ». (On ne peut pas dire plus élégamment que l'impérialisme américain se préparait à prendre la relève de l'impérialisme français.)

Au cours d'une séance avec Staline, Roosevelt éclate de rire en parlant de de Gaulle « qui se prend pour Jeanne d'Arc ». A la réunion plénière, Churchill insiste pour que la France ait sa zone d'occupation en Allemagne et sa place à la commission de contrôle. Au début, Roosevelt refuse ; puis il cède. Staline lui demande, dans le privé, pourquoi. « Par pure gentillesse », dit Roosevelt. Et Staline accepta aussitôt.

Les trois rois

Staline : « Il faudrait prolonger la conférence, si l'on veut aboutir ».

Roosevelt : « Non, j'ai trois rois qui m'attendent en Proche-Orient, y compris Ibn Séoud » (les deux autres étaient Haïlé Sélassié et Farouk).

Churchill, très préoccupé, chercha à savoir auprès de Hopkins qu'est-ce que Roosevelt pouvait bien avoir à régler avec ces « trois rois ». Puis il câbla aux trois monarques pour leur dire qu'il irait aussi les voir immédiatement après la visite de Roosevelt. En Ethiopie, il aurait voulu avoir quelques territoires pour agrandir la Somalie britannique ; en Arabie, les Américains avaient déjà acheté pour 25 millions de dollars de concessions de terrains pétrolières au nom de la Standard Oil et de la Texas Oil ; et 100 millions de dollars étaient consacrés à la construction d'un pipe-line. Aussi, lorsque Churchill rencontra Ibn Séoud, l'échange traditionnel de cadeaux était l'occasion d'un « surclassement » de ce pauvre Churchill, qui n'eut de ressource qu'en annonçant que le principal cadeau allait suivre : une magnifique auto à l'épreuve des balles... et que le ministre des Finances britannique dût payer (ch., vol. 6). La riche Amérique avait conquis l'Arabie.

Le triangle en Iran

La Grande-Bretagne avait longtemps dominé l'Iranian Oil. Mais maintenant les U.S.A. avaient un pied dans la maison. D'innombrables experts étaient installés et avaient essayé, un an avant Yalta, d'obtenir des concessions. La Socony-Standard (américaine) et la Shell (anglaise) se virent refuser toute faveur. Alors les Russes firent des demandes analogues. « On verra plus tard », répondit le gouvernement. Mais des manifestations stalinienne furent organisées. Sous la pression de

Moscou, le gouvernement iranien dut démissionner. Harriman fit rapport à Roosevelt trois semaines avant Yalta : « Il n'y a aucune justification de la présence des troupes américaines en Iran », affirmaient « les Izvestia ». Sur ce point, le front anglo-américain se reforma : aucun accord ne fut donc possible à Yalta. « Ajournons à plus tard », demanda Eden. « Non, aucun communiqué, aucune référence, quelle qu'elle soit à l'Iran », insista Molotov. Le lendemain, dans son discours, Staline affirme : « Toute nation qui garde son pétrole dans son sous-sol, et qui refuse de le laisser exploiter, travaille contre la paix ». Il faudra attendre Potsdam, pour parvenir à un accord aux dépens de la Pologne.

5. — LE GRAND MARCHANDAGE

Il semble que la Grèce n'ait pas joué un grand rôle dans les discussions de Yalta. Pourtant le conflit entre les Russes et les Anglais qui s'y produisit est à l'origine du règlement de l'affaire polonaise. L'impérialisme financier britannique « possédait » la Grèce : depuis 1821, il y avait eu des prêts de 15 millions de dollars ; puis, de 1825 à 1898, 400 millions de dollars. Bref, les banquiers britanniques recevaient chaque année un tiers du revenu national grec en paiement de ces prêts. L'occupation nazie avait encore plus affamé le malheureux peuple grec. Un peu avant Yalta, les Anglais prêtèrent encore 185 millions de dollars, puis 71 millions de dollars au gouvernement grec en exil, mais confirmèrent leurs droits sur les vieilles créances. Ils prenaient leurs précautions aussi bien contre l'occupation russe que contre la victoire du mouvement de résistance intérieure. Mais le gouvernement grec n'était pas en mesure de contrôler quoi que ce soit : d'où le désir de Churchill d'attaquer par un débarquement aux Balkans (le « bas-ventre » de l'Europe).

Un classique mondial

En octobre 1944, quatre mois avant Yalta, Churchill part à Moscou pour régler cette affaire. C'est surtout la Grèce qui le préoccupe.

« Réglons nos affaires balkaniques : vous y avez vos armées, en Roumanie et Bulgarie, nous y avons des intérêts et des missions. Allons-y carrément : comment trouveriez-vous une répartition de notre influence selon le projet suivant :

« Roumanie : pour la Russie, 90 % ; pour les autres, 10 %.

« Grèce : pour la Grande-Bretagne (en accord avec U.S.A.), 90 % ; pour vous, 10 %.

« Yougoslavie : 50 % pour chacun.

« Bulgarie : 75 % pour la Russie ; 25 % pour les autres. »

Churchill pousse un petit papier portant ce projet de partage vers Staline ; une légère pause ; puis Staline fait une marque sur le papier : accord. Ce fut réglé à l'instant même. Puis, long silence.

Alors, Churchill : « Peut-être que cette manière de régler aussi rapidement le sort de millions d'hommes peut paraître plutôt cynique. Brûlons ce papier. »

Staline : « Non, gardez-le » (Churchill, p. 198).

Une semaine plus tard, les troupes britanniques débarquaient en Grèce et, derrière les canons, arrivèrent les quislings britanniques, le roi George, celui-là même qui, avant la guerre, avait remplacé un gouvernement démocratiquement élu par le dictateur fasciste Métaxas, et le leader libéral Papandreou.

Le mouvement populaire de résistance se souleva

d'indignation ; la direction stalinienne louvoya. Le 7 novembre, Churchill écrit à Eden : « Ayant payé à la Russie le prix nécessaire pour avoir les mains libres en Grèce, il n'y a pas à hésiter ». Et au général britannique : « Agissez comme si vous étiez dans un pays conquis dont la population s'est soulevée ».

Le monde entier se révolta contre cette sauvage agression qui n'a pas été surpassée nulle part ; pas même par Staline. Au parlement, Bevan, Acland, Shinwell mènent l'attaque.

Mais, par contre, Churchill rend hommage à Staline : « Staline fut strictement fidèle et loyal à notre accord d'octobre. Pendant toute la bataille de rues d'Athènes, pas un mot de reproche ne fut imprimé par « la Pravda » ou « les Izvestia ». Stettinius fit, par contre, une déclaration pour dégager la responsabilité des U.S.A., mais le commandement américain aidait au même moment l'invasion de la Grèce par les Anglais, ce qui amena Churchill à dénoncer l'hypocrisie américaine. Il déclare, en janvier, que la Grande-Bretagne était en train de prévenir « une situation dans laquelle toutes les formes de gouvernement auraient été balayées et remplacées par le trotskysme triomphant. Je pense, ajoute-t-il, que le mot trotskysme est une meilleure définition du communisme grec et de certaines autres sectes que le mot normal. Il a d'ailleurs l'avantage d'être également détesté par la Russie ».

On a compris que par « trotskysme », Churchill définissait simplement le mouvement ouvrier révolutionnaire : il avait parfaitement compris que dans ce domaine la complicité de Staline lui était acquise.

Mais nous comprenons aussi, maintenant, pourquoi Churchill ne pouvait plus, à Yalta, empêcher Staline d'agir de la même manière brutale et cynique à l'égard du peuple polonais. Même s'il avait mieux vu que les U.S.A. la menace de domination de l'Europe par les Russes, il était obligé, après avoir tenu la Grèce, de laisser faire les Russes en Pologne.

L'accord tacite

L'ambiguïté de certaines séances de Yalta résulte de ce qui était déjà décidé dans le sens des marchandages précédents : deux fois, pourtant, Staline dut toucher le bras de Churchill pour lui rappeler ce qui avait été convenu. On parlait de la Pologne (5^e séance plénière) et cela traînait.

« A propos, demanda Staline, qu'est-ce qui s'est passé en Grèce ? ». Churchill comprit très bien et indiqua qu'une délégation travailliste avait eu bien des difficultés pour s'informer : « Je remercie le maréchal Staline de n'avoir pas pris trop d'intérêt à la Grèce ». « Oh ! je voulais seulement m'informer, je ne tiens pas à m'en occuper », dit Staline.

A la sixième séance plénière, Molotov proposa que les Trois Grands soutiennent les éléments qui avaient combattu les nazis ; les deux autres comprirent qu'il s'agissait seulement de couvrir les quislings staliniens en Europe orientale. Plus tard, Molotov retira l'amendement, mais Staline s'adressant à Churchill qui allait dire quelque chose :

« Etes-vous ennuyé à propos de la Grèce ? » (riant aux éclats).

Churchill : « Non, je ne suis pas ennuyé ».

Staline : « Il aurait été très dangereux de permettre à d'autres troupes d'entrer en Grèce » (allusion aux Yougoslaves).

En résumé, l'accord tacite : « Donne-moi la Grèce et je te donnerai la Pologne », a eu deux conséquences :

a) le jour de l'accord de Yalta, on annonça au

monde que les staliniens dirigeant « l'Elas » avaient accepté un accord avec le gouvernement grec en vue du désarmement de ses combattants ;

b) en rapportant devant la Chambre des Communes, pour essayer d'expliquer sa trahison de la cause de l'indépendance polonaise, Churchill déclara :

« Je me suis tenu pour lié par la confiance que je portais en la bonne foi soviétique ; j'y avais été encouragé par la conduite de Staline au sujet de la Grèce. »

6. — CALME ET TRANQUILLE

On peut maintenant aborder le marchandage relatif à la Pologne. Les démocrates américains expliquent que Roosevelt avait fait confiance à Staline et que celui-ci avait ensuite violé les accords. « Est-ce qu'on peut reprocher à Roosevelt de ne pas avoir rompu d'une manière irresponsable l'alliance des Trois Grands ? ». Cet argument ne tient pas, car Churchill aussi bien que Roosevelt savaient parfaitement, en quittant Yalta, que le sort de la Pologne était réglé. Ils savaient fort bien qu'ils avaient traité avec les « brigands » qui avaient déjà pactisé avec Hitler pour se partager la Pologne. Ils connaissaient aussi la terreur stalinienne s'exerçant sur le territoire polonais occupé par les Russes, où toute trace d'opposition, même dans les rangs des staliniens polonais, était écrasée dans le sang. Un mois avant Yalta, le 29 septembre 1944, Roosevelt écrit à Stettinius : « En ce qui concerne le gouvernement russe, il est exact que nous n'avons aucune idée de ce qu'il a dans la tête : mais nous ne devons pas oublier que sur les territoires qu'il occupe, il fera à peu près ce qu'il voudra. Nous ne pouvons pas nous mettre dans la situation d'avoir à émettre des protestations, sauf si celles-ci peuvent avoir quelque chance d'être entendues ».

Or Staline, à Yalta même ne laissa guère d'illusion à ce sujet (3^e séance plénière) : « Maintenant, en tant que militaire, je dois dire ce que j'attends d'un pays libéré par l'armée rouge : avant tout, il doit y avoir calme et tranquillité dans l'intérêt de l'armée. Or lorsque je compare les représentants des deux gouvernements, je trouve que ceux de Lublin sont utiles et que les autres ne le sont pas, bien au contraire ; les militaires doivent avoir le calme et la tranquillité. Les militaires soutiendront donc le gouvernement de Lublin et je n'y peux rien. Ainsi est la situation ».

Ainsi, Staline était sûr de se faire comprendre par Roosevelt.

Et après Yalta, Leahy écrit : « Personnellement, je n'ai pas cru qu'on pourrait empêcher les Russes d'avoir une influence prédominante sur la Pologne, mais j'avais pensé qu'on aurait pu donner au gouvernement polonais une apparence extérieure d'indépendance » (p. 352).

Il rappelle d'ailleurs qu'il avait dit à Roosevelt : « Cet accord sur la Pologne est si élastique que les Russes pourraient tirer dessus et l'allonger de Yalta jusqu'à Washington sans réussir jamais à le déchirer ».

« Je sais, Bill, répondit Roosevelt, je le sais ; mais c'est le mieux que je puisse faire pour la Pologne à l'heure actuelle. » (p. 315-6).

Quant à Churchill, il déclara péniblement :

« Je désire faire une déclaration à propos de cet accord sur la Pologne : il sera violemment attaqué en Angleterre. On me dira que nous avons abandonné complètement la question des frontières et l'ensemble du problème à la Russie.

Néanmoins, je le défendrai de toutes mes forces, cet accord. »

On ne peut pas dire que c'est là le langage d'un homme qui a sauvé la Pologne. C'est plutôt le langage d'un vaincu. Et, en effet, devant le parlement, Churchill refusera de mettre en cause la « bonne foi » de Staline : « Qu'est-ce que la démocratie, après tout ? ». Churchill, non, n'est pas un naïf.

La bataille qui n'a pas été engagée

On peut maintenant appuyer sur des documents la preuve que ni Roosevelt ni Churchill n'ont essayé de combattre pour des propositions qui, selon eux, étaient vitales pour assurer l'indépendance de la Pologne.

« Après le dîner (à Moscou, octobre), nous déclarâmes, de but en blanc, à Staline, que si Mikolajczyk n'obtenait pas la moitié des sièges, plus lui-même, dans le gouvernement envisagé, le monde occidental ne serait pas convaincu de la loyauté de l'accord et il ne croirait pas qu'un gouvernement polonais indépendant a été installé. » (De Churchill à Roosevelt, Ch. vol. 6, p. 210).

A Yalta, pas un mot sur cette condition « sine qua non »... Le Département d'Etat avait préparé des propositions en vue de faire superviser par l'O.N.U. les élections libres en Pologne. On n'en parla pas.

Après la première séance, Churchill câble à Attlee : « Si nous pouvons obtenir que huit ou dix non-communistes soient intégrés dans le gouvernement polonais de Lublin, ce sera favorable pour nous et nous devons reconnaître ce gouvernement immédiatement (Ch. p. 328). Mais nulle part il n'y a trace, dans les documents de Yalta, d'une proposition de cette nature... Seul, Roosevelt proposa de remplacer le président polonais par un comité de trois membres ; Staline refusa net : personne n'insista.

Après Yalta, le Département d'Etat essaya de calmer les Polonais en affirmant qu'il réclamerait un gouvernement « équilibré » (Cie. p. 361). C'était faux.

Stettinius reconnaît (St. p. 301) : « Il ne pouvait pas être question, étant donné la situation militaire, de définir ce que la Grande-Bretagne et les U.S.A. permettraient à la Russie de faire en Pologne, mais seulement ce que ces deux pays étaient en mesure de persuader la Russie d'accepter. »

En somme, il s'agissait pour Staline d'imposer son gouvernement de Lublin et pour les deux autres de trouver le moyen de présenter cette décision, de l'habiller convenablement. D'où les termes accordés finalement : « réorganisation du gouvernement de Lublin sur une base démocratique plus large », ainsi que la reconnaissance, demandée par Churchill et accordée par Staline, que « Mikolajczyk serait considéré comme « non-fasciste » et autorisé à participer au gouvernement. « Ce n'est là qu'une parure, avoue Churchill, mais c'est une parure importante ». Quant à Roosevelt, il insista aussi sur la nécessité de faire « un geste » pour donner satisfaction aux six millions de Polonais américains, qui demandaient des élections libres. « Il répéta néanmoins qu'il ne s'agissait là que d'une question de mots et de détails » (6^e séance).

Non, les faits ne laissent aucun doute sur la nature de marchandage de Yalta dans la question polonaise. On a le droit d'affirmer que Roosevelt et Churchill, pour conserver l'unité des « Trois Grands », ont été amenés à vendre la Pologne (ou si l'on préfère à « négliger les droits du peuple polonais ») ; c'est aussi au nom de l'unité des Trois Grands que s'est fait le rapt de la

Grèce, ou la division de la Roumanie entre 90 et 10 %, ou l'écrasement des droits des petites nations et des peuples coloniaux, mais on n'a pas le droit de retenir sérieusement l'hypothèse selon laquelle Churchill et Roosevelt, pauvres petits campagnards innocents, se sont laissés bernier par le beau parleur doucereux et malin de la ville, Staline...

ETRANGES BANNIERES

« Ils jouent de l'excellente musique et portent d'étranges bannières dont la signification m'a échappé. »

Ainsi Leahy décrit les fanfares russes qui accueillirent l'équipe Roosevelt lorsqu'elle débarqua pour la Conférence de Yalta. Le symbole de la conférence se trouve dans cette description.

Nous avons dit que Roosevelt ni Churchill n'étaient désappointés par l'accord relatif à la Pologne. Il faut en effet voir l'ensemble de la pièce, et pas seulement tel détail particulier. L'une des scènes les plus étranges ne se trouve pas dans les documents récemment publiés, mais dans le récit de Churchill relatif au toast proposé par Staline le 8 février, alors que beaucoup de buveurs étaient ivres, bien que Byrnes ait soupçonné Vichinsky de mettre de l'eau dans sa vodka.

« Je n'aurais jamais cru que Staline pût être si expansif », dit-il.

« Je parle comme un vieil homme déclare Staline, c'est pourquoi je parle tant ; mais je veux boire à notre alliance... Je sais que certains cercles regarderont cette remarque comme une naïveté : dans une alliance, les alliés ne doivent pas se tromper. Peut-être que c'est naïf ? Des diplomates expérimentés peuvent dire : « Pour-quoi est-ce que je ne dois pas tromper mes « alliés ? ». Mais quant à moi, en tant qu'homme naïf, je pense que le mieux est de ne pas tromper mon allié, même si c'est un imbécile. »

On ne peut pas s'empêcher de penser que ce « même si c'est un imbécile » traduisait le mépris cordial que le vieux boucher éprouvait pour ses alliés, et qu'il venait de laisser échapper...

En fait, l'expression n'était pas complètement injustifiée : les hommes politiques américains qui étaient si préoccupés de recueillir l'héritage impérialiste de la Grande-Bretagne étaient pour cela incapables de voir ce qui se passait dans le monde. Ils pensaient que la Russie, saignée à blanc, ne pouvait pas être un adversaire dangereux après la guerre, et ils pensaient cela parce qu'ils ne pensaient pas en termes impérialistes ; ils ne voyaient pas que le stalinisme disposait d'armes plus redoutables que la puissance militaire contre les classes dirigeantes capitalistes ; la puissance militaire n'étant qu'une force auxiliaire dans la dynamique d'une politique anticapitaliste.

Si Roosevelt était si joyeux après Yalta (Sh.), c'est parce qu'il croyait avoir réussi à forger l'« unité des Trois Grands », et que ceux-ci allaient pouvoir organiser le monde sous leur suzeraineté. Comme les U.S.A. étaient la puissance de loin la plus riche, c'est au fond son arbitrage qui s'imposerait alors, ce qui correspond au rôle que Roosevelt essaie de jouer systématiquement à Yalta.

Mais dans le cadre des relations impérialistes ainsi établies, les contradictions devaient reparaître, comme nous le voyons aujourd'hui, ce qui donne un sens très relatif à la notion de « coexistence ». Les dinosaures de la réaction américaine, eux, sont contre la « coexistence », parce qu'ils veulent régler son compte à la Russie par la

guerre. On comprend donc pourquoi ils choisissent Yalta comme base de départ pour leur croisade.

LA TERRE AVAIT SOIF

Mais il n'y eut pas trahison, ni pré-stalinisme à Yalta ; le fait fondamental est que les hommes d'Etat bourgeois, quelle que soit leur tendance, n'ont le choix qu'entre les deux branches de l'alternative : ou bien tenter d'établir une paix impérialiste en accord avec leurs rivaux (Yalta), ou bien pousser ou conduire à une guerre impérialiste contre leurs rivaux (Truman-Roosevelt). Et dans les deux cas, les dirigeants d'un monde capitaliste en déclin portent le stigmate des classes dominantes qui déclinent : aveuglement et désorientation, qui se présentent souvent comme de la stupidité et de l'ignorance.

Avant Yalta, ils n'ont jamais réalisé ce que signifiait exactement le stalinisme, et ils n'ont pas encore compris qu'il était malgré tout un ennemi irréconciliable du capitalisme.

Dans le climat spécial de la 2^e guerre mondiale, il y eut toute une génération de libéraux qui se sont entremis, dans une campagne organisée par les staliniens, pour convaincre les Américains que la Russie était tout doucement en train de revenir au capitalisme, comme toutes les personnes respectables. A Téhéran (Cie., p. 249), Staline gava Roosevelt avec ce nectar qui, plus tard, lui sortit par tous les pores. On sait comment Roosevelt parla, à Yalta, des staliniens chinois : « Ces soudisant communistes ». Un peu avant Yalta, Molotov avait (confidemment !) révélé à Hurley que « les Russes ne soutenaient pas les communistes chinois, lesquels, d'ailleurs, ne sont pas communistes du tout ».

Il n'y avait pas besoin de « conspiration » au sens maccarthyste pour expliquer ces détails : la terre avait soif de ce genre de complicité impérialiste. Pour sa tragédie mondiale, l'Amérique avait besoin d'une théorie rationnelle qui justifie sa version de l'« Unité des Trois Grands ». L'élaboration réelle de cette théorie dépendait d'une collaboration amicale des bons patriotes américains et des crypto-staliniens américains : les détails de ce genre de création sont d'intérêt secondaire.

Encore aujourd'hui, alors que l'extrême-droite réactionnaire de l'impérialisme américain pousse vers une autre guerre, cette fois (pensent-ils) pour régler la question de la domination mondiale, les libéraux qui n'ont pas plus qu'hier l'idée de ce que devrait être une politique étrangère démocratique à opposer à la politique impérialiste, ne peuvent pas comprendre la nature de l'impérialisme qu'ils soutiennent, même quand elle est analysée pour eux par les hommes qui ont divisé le monde en deux sphères d'influence à Yalta.

C'est là un fait aussi bien politique que psychologique : *seuls ceux qui sont prêts à combattre les deux blocs impérialistes sont préparés à comprendre du haut en bas, et dans ses racines, la nature des deux systèmes qui s'opposent en vue de l'exploitation du monde : l'impérialisme stalinien et l'impérialisme capitaliste.*

Seuls ceux qui ont pour perspective la victoire du troisième camp et qui s'opposent aux deux impérialismes peuvent fournir une analyse, mais non pas une justification, pour les crimes cyniques des dirigeants des deux camps qui s'opposent dans la guerre froide.

Hal DRAPER (« Labour Action », 4-4-55).

(Traduit et condensé par Marceau Pivert.)